



**HAL**  
open science

## 1944 nuances de géopolitiques sur la scène de l'Eurovision

Laurent Léothier

► **To cite this version:**

Laurent Léothier. 1944 nuances de géopolitiques sur la scène de l'Eurovision. *Lettre de l'Est (Aix-en-Provence)*, 2016, 6, pp.18-24. halshs-01741393

**HAL Id: halshs-01741393**

**<https://shs.hal.science/halshs-01741393v1>**

Submitted on 23 Mar 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## 1944 nuances de géopolitique sur la scène de l'Eurovision.

L'Ukraine triomphe, la Russie déchante

Laurent LÉOTHIER

*Doctorant contractuel, ILF-GERJC*

*CNRS UMR7318 (DICE), Aix-Marseille Université*

*When strangers are coming. They come to your house, they kill you all and say we're not guilty.*

Qui penserait que ces quelques mots sont issus des paroles de la chanson ukrainienne ayant remporté l'édition 2016 du Concours Eurovision et non extraits d'un discours politique populiste ? En effet, le 16 mai, à l'issue de quatre heures d'émission en direct de Stockholm, la chanteuse Jamala, d'origine tatar de Crimée, portant les couleurs de l'Ukraine remporta le grand prix européen avec un score à ce jour inégalé.

Cette 61<sup>e</sup> édition, que la télévision publique suédoise avait à charge d'accueillir suite à sa victoire en 2015, était en tout point sans précédent, tant sur le niveau technique, musical que politique.

Si les deux premiers points relèvent du subjectif, le dernier appelle une analyse au-delà des idées préconçues qui entourent le concours ces dernières années. L'édition 2016 a vu le retour de l'Ukraine après un an d'absence pour des raisons financières<sup>1</sup>, il fallait donc s'attendre à voir cohabiter sur la même scène celle-ci avec la Russie comme cela avait été le cas en 2014 alors que la crise entre les deux pays était à son paroxysme. Moscou qui affichait clairement son envie de gagner une seconde fois depuis quelques temps et galvanisée par sa seconde place en 2015<sup>2</sup> avait mis le paquet cette année et dépêcha une super star locale pour ramener enfin le trophée<sup>3</sup>. Mais en vain ! Puisque c'était sans compter sur les ambitions ukrainiennes d'accaparer la scène du Globe Arena de Stockholm pour exprimer ses revendications politiques (le calendrier tombant à pic puisque la finale du concours se tenait deux jours avant la Journée du Souvenir instaurée en 2015 pour commémorer les déportés tatars).

On sait que l'Eurovision sert, depuis de nombreuses années<sup>4</sup>, de plateforme diablement

---

<sup>1</sup> Le directeur général de la télévision publique ukrainienne déclarait que « l'Eurovision est un concours prestigieux. Mais nous n'avons pas le droit de faire une mauvaise performance. Et nous n'avons pas d'argent pour en faire une bonne », *Euromaidan Press*, 19 septembre 2014.

<sup>2</sup> « Russia is desperate to win the Eurovision song contest. Everybody else is desperate they lose », *The Washington Post*, 20 mai 2015.

<sup>3</sup> Tout a été parfaitement pensé par la télévision russe. Le chanteur très connu Serguey Lazarev avait le profil parfait pour plaire au public du concours et aux Occidentaux. Défenseur de la cause gay dans son pays et opposé à l'annexion de la Crimée, la télévision russe pensait que ses attraits moraux ainsi que son physique avantageux permettraient au pays de remporter le concours dans un climat très anti-russe en Europe.

<sup>4</sup> Ce phénomène n'est pas propre à ces dernières années mais remonte au début des années 1970.

efficace à une guerre idéologique. Et la sélection de Jamala et du titre *1944*<sup>5</sup> par la télévision publique ukrainienne s'inscrit parfaitement dans cette logique. Ce titre, qui officiellement est une chanson d'amour que l'artiste dédie à son arrière-grand-mère victime de la déportation<sup>6</sup>, accentue la crise diplomatique (I), politique (II) et financière (III) entre Kiev et Moscou sans que toutefois la chaîne publique ukrainienne n'avoue que cette opération témoigne son esprit revancharde après que le pays ait été défait militairement.

## I - La crise diplomatique : la sélection polémique de l'Ukraine.

L'Ukraine souhaitait faire un retour en fanfare dans le concours et c'est chose faite! Elle permit ainsi à l'édition 2016 d'entrer dans les annales de l'Eurovision. Pourtant, en début d'année rien ne laissait présager un tel regain d'hostilité sur scène après deux années déjà assez mouvementées. En effet, à partir de décembre 2015, chaque participant est appelé à sélectionner comme bon lui semble son candidat pour l'édition 2016. Jusqu'ici on retrouve des thèmes très Eurovision : le fameux « Peace, Peace, Love, Love » comme l'on si bien caricaturé les présentateurs du show de cette année. Une chose à souligner toutefois : le niveau des chansons était dans l'immense majorité très élevé - fait assez rare même si ces dernières années ont marqué une remontée du fond des abysses musicaux dans lesquels errait le concours depuis quelques temps. Or fin février deux événements marquants dans le processus de sélection se produisirent. En Slovaquie, tout d'abord, où l'on apprit qu'un humoriste local avait présenté sa candidature avec la chanson *Putin Putout* dans laquelle il caricaturait ouvertement les extravagances du président russe. Craignant le scandale et la disqualification, ou jugeant la qualité de la chanson médiocre, le jury chargé de présélectionner les titres qui seront soumis au vote du public pour représenter ce petit État du nord des Balkans ne rejeta pas le candidat qui fit toutefois un passage sur scène le soir du direct. L'Ukraine, ensuite, fit mieux en proposant la chanteuse Jamala bénéficiant d'une forte notoriété dans son pays, et sa chanson *1944* qui traite des crimes staliniens concernant les exécutions sommaires des tatars de Crimée et leur déportation en Sibérie par l'armée rouge lorsque celle-ci reprit la péninsule aux nazis en 1944. Ovationnée dès son premier passage sur scène, la chanteuse et son titre qui s'intitulait au départ « Our Crimea »<sup>7</sup> remporta haut la main la sélection ukrainienne, n'en déplaise aux autorités russes qui firent tout pour que la chanson soit disqualifiée au motif que son contenu était politique et donc contraire au

---

<sup>5</sup> Le refrain est chanté en tatar de Crimée, langue dérivée du turc. Quoi de mieux pour rappeler les tensions entre Moscou et Ankara et la soudaine amitié - de circonstances - entre l'Ukraine et la Turquie ?

<sup>6</sup> « Eurovision : Conchita Wurst et Jamala. Les héroïnes de la nouvelle guerre froide », *Libération*, 29 mai 2016.

<sup>7</sup> « About the disqualification of Ukraine at Eurovision 2016, revision of the voting results », *Change.org*, 17 mai 2016.

règlement du concours<sup>8</sup>. Les titres à caractère politique et contestataire ne sont pas nouveaux à l'Eurovision mais l'interdiction de « paroles, discours, gestes de nature politique ou similaire »<sup>9</sup> ne figure dans le règlement que depuis 2006. Celle-ci fait suite à la prestation très controversée de l'Ukraine sur la scène de Kiev en 2005 avec la chanson qui était devenue l'hymne de la Révolution Orange quelques mois plus tôt<sup>10</sup>. Or il faut avouer que depuis cette interdiction est assez relative. Elle n'a donné depuis lors lieu qu'à une seule disqualification (celle de la Géorgie en 2009 avec le titre *We don't wanna put in*<sup>11</sup>). La plupart du temps, le groupe de référence de l'UER en charge de la logistique du concours, préfère demander à la délégation en cause d'effectuer quelques modifications sémantiques<sup>12</sup>. Il ressort des cas – de plus en plus nombreux – qui se sont posés ces dernières années, que l'UER ait adopté deux critères pour juger du caractère politique des chansons présentées. Tout d'abord, le titre musical peut célébrer, commémorer mais pas condamner un événement, une situation ou une personne. Ensuite, si la chanson célèbre ou commémore un événement, celui-ci ne doit avoir aucun lien avec le moment présent. Dans le cas ukrainien, le titre *1944* commémore un événement passé, les instances de l'UER ne l'ont donc pas jugé en contrariété avec le règlement malgré les échos qu'il puisse avoir avec la situation actuelle, surtout depuis que Kiev cherche à faire reconnaître la déportation des tatars comme génocide. Avec ce choix de chanson, l'Ukraine n'en était pas à son coup d'essai pour braver la « clause anti-politique » et réussit une nouvelle fois à passer outre<sup>13</sup>.

---

<sup>8</sup> Cette demande a été formulée par le président de la commission de l'information de la Duma. V. « Russia's State Duam asks Eurovision organisers to bar Ukrainian contestant », *Uatoday*, 22 février 2016.

<sup>9</sup> Article 1.2.2 (h)

<sup>10</sup> Paul JORDAN, « From Ruslana to Gaitana: Performing « Ukrainianness » in the Eurovision Song Contest », *Contemporary Southeastern Europe*, 2015, vol. 2, n° 1, p. 125.

<sup>11</sup> Cette chanson était une commande de la chaîne publique géorgienne à une compositrice géorgienne installée au Etats-Unis. Le refrain devait contenir la phrase « We will never give in ». V. Tinatin JAPARIDZE, « Press Play for Politics: My Struggle to Compose a Georgian Weapon Against Russia », *The Huffington Post*, 22 mai 2015. L'UER avait offert à la Géorgie la possibilité de modifier les paroles de sa chanson. Suite à son refus, le groupe de référence de l'institution a décidé de disqualifier le pays. V. Paul JORDAN, « Eurovision In Moscow : Re-imagining Russia on the Global Stage », *eSharp*, 2009, vol. 14, p. 52.

<sup>12</sup> Le dernier exemple en date est celui de l'Arménie en 2015 représentée par le titre « Don't deny » commémorant le centenaire du génocide arménien. L'UER avait sommé la télévision publique de changer le titre de la chanson par « Face the shadows » mais le refrain répétant « don't deny » était resté inchangé.

<sup>13</sup> En 2007, la télévision ukrainienne sélectionne le travesti Verka Serdutchka et la chanson « Lasha Tumbai » qui signifie en réalité « Russia Goodbye ». Les paroles de la chanson multiplient les références politiques notamment à un film de propagande soviétique et le port de l'étoile sur le chapeau de l'artiste rappelle celle de la tour de l'horloge du Kremlin. V. Galina MIAZHEVICH, « Ukrainian Nation Branding Off-line and Online: Verka Serdutchka at the Eurovision Song Contest », *Europe-Asia Studies*, octobre 2012, vol. 64, n° 8, p. 1514. En 2010, la chanson « Sweet People » critique les dérives du pays et les choix du Gouvernement. V. Katrin

## II - La crise politique : la naissance d'un cordon sanitaire anti-russe à l'Est.

Ces dernières années, les pronostics des bookmakers se sont souvent révélés exacts. En arrivant à Stockholm, l'Ukraine est bien placée mais n'occupe pas la première place qu'accapare la Russie depuis des mois. Si les répétitions permettent à l'Ukraine de remonter dans les paris (et d'atteindre la deuxième place à l'issue des demi-finales), l'impact du nouveau système de vote demeure la grande inconnue sur le résultat final. Annoncé par la télévision suédoise comme un nouveau moyen de garder le suspense jusqu'à la fin du spectacle, cette modification du « douze points system » fait apparaître au grand jour ce qui était auparavant feutré. En effet, les résultats annoncés par les portes paroles nationaux durant le fameux tour des capitales européennes et australiennes pour récolter les points ne sont que les résultats des jurys nationaux. Ces derniers qui ont été réinstaurés à tous les stades du concours en 2009 à la demande des grands contributeurs financiers d'Europe de l'Ouest pour pondérer les votes « de complaisance » ou géopolitiques entre les pays de l'Est<sup>14</sup>, ont clairement montré cette année leur politisation – dans certains pays d'Europe centrale et orientale du moins. On a assisté à Stockholm à l'éclatement du fameux « bloc de l'Est »<sup>15</sup> – tant critiqué par les observateurs du concours – et à la formation d'un cordon sanitaire autour de la Russie formé par certaines des anciennes républiques soviétiques. L'axe anti-russe qui existe tant sur le plan politique, qu'économique et judiciaire entre la Géorgie, l'Ukraine et la Lituanie a pris également forme sur la scène de l'Eurovision. Forcé de constater le manque de partialité des jurés de ces pays – sélectionnés discrétionnairement par les chaînes de télévision publiques locales comme le permet le règlement du concours – qui classe la Russie en bas de classement afin que celle-ci n'obtienne aucun point de leur part. En Géorgie, la Russie est classé 23<sup>e</sup> sur 26, en Estonie 18<sup>e</sup> sur 26, en Lituanie 25<sup>e</sup> sur 26 et en Ukraine 22<sup>e</sup> sur 26 par le jury. Comble de la malhonnêteté lorsque l'on sait que Moscou a dépensé plus de cinquante mille euros pour ses effets scéniques<sup>16</sup> (pour notamment la construction de son « magic wall ») et que certaines prestations – a commencé par celles de la Géorgie et de la Lituanie – n'étaient guère convaincantes. On note aussi le décalage avec les votes du public dans ces trois pays où la Russie se classe à chaque fois dans les trois premiers<sup>17</sup>. Mais ces points ne sont annoncés que de manière globale à la fin du spectacle. Si sur le plan politique et économique il a encore des

---

SIEG, « Cosmopolitan empire : Central and Eastern Europeans at the Eurovision Song Contest », *European Journal of Cultural Studies*, vol. 16, n° 2, p. 259.

<sup>14</sup> Ducan WATTS, « The Politics of Eurovision », *The New York Times*, 22 mai 2007.

<sup>15</sup> Plusieurs études statistiques ont démontré que ce « bloc » était particulièrement favorable à la Russie, la Grèce, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie. V. David GARCIA, Dorian TANASE, « Measuring Cultural Dynamics Through the Eurovision Song Contest », *Advances in Complex Systems*, 2013, vol. 16, n° 08, p. 40.

<sup>16</sup> « L'Eurovision sort le grand show », *Téléobs*, 16 mai 2016.

<sup>17</sup> Par le vote des téléspectateurs, la Russie est classée : 3<sup>e</sup> en Géorgie, 3<sup>e</sup> en Lituanie, 1<sup>e</sup> en Ukraine.

progrès à faire, sur le plan culturel, l'axe Tbilissi-Kiev-Vilnius a prouvé sa solidité tant dans les votes du public que du jury<sup>18</sup>. Mais il faut avouer que la Russie le leur rend bien en classant l'Ukraine 24<sup>e</sup> sur 26 (mais celle-ci atteint la deuxième place du classement du public !), la Lituanie 13<sup>e</sup> et la Géorgie 6<sup>e</sup>. Moscou peut toutefois encore compter sur ses soutiens historiques comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Biélorussie classant leur voisin en tête des votes du jury et du public. On sait ô combien l'attribution de points à la Russie est un sujet sensible dans ces pays où des enquêtes sont régulièrement ouvertes par les pouvoirs publics lorsque les leaders politiques estiment que la Russie est trop basse dans le classement national<sup>19</sup>. On comprend donc que le vote du jury est devenu un véritable enjeu politique à l'Est, si bien que certains pays de l'Ouest appellent désormais à sa suppression, alors que les mêmes avaient tout fait pour qu'il voit le jour. Au-delà des questions géopolitiques, l'édition 2016 a permis également de s'interroger sur la différence de goût entre un jury composé de professionnel et le public européen. Certains pays ont clairement fait l'objet d'un désintérêt de la part du jury alors que le public les a largement plébiscités. C'est notamment le cas de l'Autriche classée 24<sup>e</sup> sur 26 par les jurys nationaux et 8<sup>e</sup> par le public. Ou encore plus flagrant le cas de la Pologne reléguée à la 25<sup>e</sup> place par le jury et classée 3<sup>e</sup> par le public. Pour ces deux raisons, le glas aurait-il sonné pour le jury ?<sup>20</sup> La ventilation des résultats connue, cela a conduit la Russie à demander l'annulation des résultats du concours par la publication d'une pétition en ligne qui a obtenu plus de 300 000 signatures<sup>21</sup>, puisqu'en définitive l'Ukraine se retrouve à remporter l'Eurovision alors qu'elle n'est ni arrivée en tête des votes du jury (l'Australie s'étant classée première), ni des votes du public (la première place revenant à la Russie). Rien n'y fait, l'UER annonce que les résultats sont conformes au nouveau système de vote<sup>22</sup>. N'en demeure que l'ancien système, basé sur la combinaison des votes du jury et du public, n'aurait pas apporté la victoire à la Russie –

<sup>18</sup> Classement des votes entre la Géorgie, la Lituanie et l'Ukraine lors de la finale :

Classement Votant	Géorgie		Lituanie		Ukraine	
	Jury	Public	Jury	Public	Jury	Public
Géorgie			5e	6e	1er	2e
Lituanie	2e	7e			3e	2e
Ukraine	8e	5e	1e	8e		

<sup>19</sup> Paul JORDAN, *The Modern Fairy Tale: Nation Branding, National Identity and the Eurovision Song Contest in Estonia*, University of Tartu Press., Tartu, coll. « Politics and Society in the Baltic Sea Region », 2014, p. 58.

<sup>20</sup> Les autorités de l'UER avaient souhaité expérimenter le télévote dans certains pays en 1997 à la suite d'une édition 1996 marquée par les différences de goûts musicaux entre le jury et le public européen (la chanson irlandaise ayant remporté l'édition avait fait des ventes catastrophiques, y compris en Irlande, alors que la chanson britannique classée seulement huitième par le jury européen était devenue un succès mondial). En 1998, le télévote avait été généralisé.

<sup>21</sup> *Libération*, 29 mai 2016.

<sup>22</sup> Communiqué de l'UER du 17 mai 2016.

également classée troisième – mais aurait privé l’Ukraine du trophée en l’offrant à l’Australie<sup>23</sup> qui serait repassé en tête. Vue de Moscou, cette victoire fait partie de la « guerre d’information »<sup>24</sup> menée contre la Russie. L’OTAN est d’ailleurs accusé d’avoir joué un rôle de promoteur de la chanteuse ukrainienne en publiant avant le concours une vidéo de l’artiste et avoir ainsi contribué à la victoire de la chanteuse<sup>25</sup> alors que l’organisation militaire est en pleine négociation avec l’Ukraine pour son adhésion.

### III - La crise financière : l’enveniment des négociations au sujet de la dette

En remportant le concours, l’Ukraine se voit offrir l’opportunité d’organiser l’édition 2017. Opportunité qu’elle s’est empressée de saisir puisque tombant à pic dans l’agenda politique de Kiev. Il s’agirait d’un excellent moyen de promouvoir l’image du pays écornée par l’annexion de la Crimée et la guerre dans le Dombass et faire un pas de plus vers l’intégration européenne. Comme l’a prouvée l’histoire du concours, l’intégration culturelle à l’ensemble européen a facilité l’intégration politique<sup>26</sup>. Rappelons d’ailleurs que la première occasion où l’Ukraine organisait le concours en 2005 était particulière puisqu’elle faisait suite à des semaines de manifestations lors de la Révolution Orange. Le concours avait été un excellent vecteur de patriotisme et de prestige national, surtout lorsque le Président de la République, Viktor Iouchtchenko, fraîchement élu et devenu l’incarnation de lutte contre l’impérialisme russe aux yeux des Occidentaux était venu remettre le trophée à la gagnante grecque. Or Moscou semble bien décidé à ce que l’Eurovision en Ukraine en 2017 ne tourne pas à son désavantage sur la scène mondiale. Le Kremlin a d’ailleurs rappelé à l’Ukraine son obligation d’honorer sa dette envers le Gouvernement russe et l’opérateur gazier public. Un sénateur russe<sup>27</sup> estime que l’économie ukrainienne n’est pas en mesure d’accueillir un tel événement dont les coûts d’organisation – malgré les efforts de réduction ces dernières années par les pays hôtes – restent très élevés. Surtout que le maire de Kiev ambitionne d’accueillir l’événement dans le Complexe sportif national olympique qui a été l’hôte de certains matchs de

---

<sup>23</sup> L’Australie est invitée à participer au concours depuis 2015 pour célébrer les nombreuses années de diffusion du spectacle dans ce pays. Il faut dire que la victoire ukrainienne arrange bien les choses puisque l’Australie se voit priver, de part son invitation, le droit d’organiser le concours à domicile en cas de victoire. Il aurait fallu dans ce cas là associer la télévision australienne avec une chaîne européenne pour organiser l’édition 2017. Un casse tête juridique et financier.

<sup>24</sup> Une députée russe souligne que cette défaite est due à la « diabolisation dont fait l’objet la Russie ».

<sup>25</sup> Compte Twitter de l’OTAN, 17 mai 2016.

<sup>26</sup> Philippe LE GUERN, « Entre sentiment national et culture globale. Le Concours de l’Eurovision de la chanson », in *En quête d’Europe, médias européens et médiatisation de l’Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 110.

<sup>27</sup> CNN, 17 mai 2016.

l'Euro de football en 2012<sup>28</sup>. Le coût de l'opération est estimé à plus de dix millions euros<sup>29</sup>. Somme que la chaîne publique de télévision ne possède pas et cherche à faire financer par des sponsors<sup>30</sup>. Or la télévision suédoise semble vouloir venir voler à la rescousse de l'Ukraine en offrant son expertise technique et très certainement les fonds qui s'accompagnent<sup>31</sup>. Aussi le concours pourrait manquer d'entrée d'argent des participants l'année prochaine en cas de retrait de la Russie qui appelle au boycott du concours<sup>32</sup>, surtout qu'elle pourrait entraîner avec elle certains de ces alliés naturels. La participation aux frais de production est calculée depuis 1976 sur l'audimat qu'enregistre la finale de l'émission dans le pays participant. En 2016, l'Eurovision a été visionnée par plus de dix millions de téléspectateurs russes, autrement dit une bonne part du budget de 2017 se joue avec la participation de la Russie. Si aucune annonce officielle n'a été faite pour le moment, certains responsables politiques russes ironisent sur leur participation l'année prochaine et promettent d'avoir trouvé la recette miracle pour gagner<sup>33</sup>. Toutefois, Kiev a déjà annoncé la couleur : le représentant russe devra publiquement énoncé son désaccord avec la politique du Kremlin pour pouvoir entrer sur le sol ukrainien<sup>34</sup>. Ces déclarations qui relèvent plus de l'effet d'annonce que d'une véritable prise de position qui serait de surcroît contraire au règlement du concours ne semblent pas à elles seules entacher la présence de la Russie sur scène l'année prochaine. Mais les tensions politiques entre les deux pays et les mesures de sécurité qu'il faudrait mettre en place autour de la délégation russe en Ukraine pendant plus de dix jours pourraient faire exploser la facture de Moscou qui sait ses chances de victoire déjà amoindries. Tout ceci ne reste cependant qu'à l'état de spéculations. L'UER s'est d'ailleurs montré particulièrement directive envers Kiev. Une délégation accompagnée du directeur exécutif s'est rendue à Kiev le 1<sup>er</sup> juin et a posé un certain nombre de conditions pour l'organisation du concours<sup>35</sup>. La sécurité de la délégation russe n'en fait pas partie. Les autorités ukrainiennes ont manifesté leur sérieux au sujet de l'organisation du concours en instaurant une cellule interministérielle pilotée par le vice-Premier ministre<sup>36</sup>. Il faudra s'attendre dans les prochains mois à voir plusieurs lois importantes pour l'organisation du concours être déposées à la Rada. Celles-ci seront peut-être l'occasion d'accentuer encore un peu plus la crise politique du pays. Il est en outre clair que Kiev espère tirer avantage, une nouvelle fois, du concours pour accélérer son rapprochement avec l'Union européenne. Rappelons que l'édition 2005 avait permis l'assouplissement du régime de visa pour les touristes de l'Union

---

<sup>28</sup> *Eurovoix.com*, 18 mai 2016.

<sup>29</sup> « ESC'17 : Ukraine can afford to host the contest », *Eurovoix.com*, 17 mai 2016.

<sup>30</sup> *Sputnik*, 18 mai 2016.

<sup>31</sup> *Esctoday*, 20 mai 2016.

<sup>32</sup> *Christianpost*, 17 mai 2016.

<sup>33</sup> *Sputnik*, 16 mai 2016.

<sup>34</sup> *112 international.ua*, 18 mai 2016.

<sup>35</sup> *Esctoday*, 2 juin 2016.

<sup>36</sup> Déclaration du ministère ukrainien de la culture du 2 juin 2016 : Уряд утворив Організаційний комітет з підготовки та проведення в Україні у 2017 році пісенного конкурсу Євробачення.



européenne et que cette mesure est toujours en vigueur<sup>37</sup>. On a plus qu'à espérer que le vieil adage circulant dans les milieux initiés de l'Eurovision se réalise : gagner l'Eurovision arrange souvent les choses sur le plan diplomatique<sup>38</sup>. Avouons que cette année c'est mal parti !

---

<sup>37</sup> Paul JORDAN, *The Modern Fairy Tale*, *op. cit.*, p. 122.

<sup>38</sup> Philippe LE GUERN, « Entre sentiment national et culture globale. Le Concours de l'Eurovision de la chanson », *op. cit.*, p. 110.